

[Texte]

**Mr. Barnes:** We feel this is something that is a matter of national policy, that everybody should be covered by a pension scheme and that no employee should be without a pension scheme merely because he happens to work for a firm that has 99 employees as opposed to one that has 101. If the individual firm is not large enough to warrant its own private plan, then this is where we feel the state option is obviously the answer.

**Mr. Dantzer:** We have now a pension plan for everybody under the Canada Pension Plan. You want to extend . . .

**Mr. Barnes:** Oh, yes, it does not really provide a livable base. That would be one alternative, but we feel, as we have said, that there should be this option, particularly with larger firms. And interestingly enough, again we studied Britain, because they have the thing working there. There the larger firms have this option of being either in the state scheme or in the private scheme. After discussion with their unions, interestingly enough, a large number are opting for the private scheme, because it is more flexible. A state scheme, of course, once instituted takes a long while to amend, whereas a private scheme is subject to amendment at the bargaining sessions. The last number I saw was that somewhere around 20,000 firms and employees jointly, and unions, had opted for the private sector.

So I think if the private sector serves up a commodity that is reasonably acceptable, they will get the business. I do not think this is an open door to a state scheme, but I think the state scheme must be there for small firms or anybody else.

• 1005

**Mr. Dantzer:** I think these are all the questions I have.

**The Chairman:** Mrs. Killens.

**Mrs. Killens:** *Merci*, Mr. Chairman.

On page 5, you are asking for adequate protection against inflation. Whatever indexation we now have is based on the consumer price index. Have you given any thought, perhaps, to making it on the base of the average industrial wage?

**Mr. Barnes:** This is one of things in which we referred to a standard of living adjustment, which is one concept of that. Essentially we feel that that is the ultimate; it must be a standard-of-living adjustment. One measure would be the average industrial wage, but at the very least it should be some measure, eventually, of the real income of the population at large, as opposed to maintaining a fixed basket of goods for the remainder of the pensioner's life.

**Mr. F. Lancaster (National Secretary-Treasurer, Federal Superannuates Association):** I think the other suggestion, Mrs. Killens, is that if we are to use the CPI, then we should

[Traduction]

**M. Barnes:** Nous croyons qu'il s'agit là d'une question de politique nationale, que tout le monde devrait être couvert par un régime de pension et qu'aucun employé ne devrait être privé d'un tel régime simplement parce qu'il travaille pour une entreprise n'est pas assez importante pour constituer son propre régime privé, c'est l'État, selon nous, qui devrait apporter son aide.

**M. Dantzer:** Il y a maintenant un régime de pension pour tous en vertu du régime de pensions du Canada. Vous voulez étendre . . .

**M. Barnes:** Oui, bien sûr, mais cela n'est pas vraiment suffisant pour vivre. Ce pourrait être une solution, mais nous croyons, comme nous l'avons déjà dit, que l'on devrait envisager une autre option, notamment pour ce qui est des grosses entreprises. Encore une fois ici, et c'est intéressant, nous avons étudié le cas de la Grande-Bretagne où un tel régime est en vigueur. En effet, les grosses entreprises ont le choix soit d'adhérer au régime de l'État ou à un régime privé. Après discussion avec les syndicats, et cela est plutôt intéressant, un grand nombre d'entre elles adhèrent à un régime privé parce que ce genre de régime est plus souple. Les régimes d'État bien sûr, une fois institués, sont très longs à modifier, tandis que les régimes privés peuvent être modifiés lors des séances de négociations. D'après les derniers chiffres que j'ai vus, il y aurait quelque chose comme 20,000 entreprises et employés ainsi que des syndicats qui conjointement auraient opté pour le secteur privé.

Je pense donc que si le secteur privé offre un service qui est raisonnablement acceptable, c'est à lui que les gens iront. Je ne crois pas que ce soit là laisser la porte ouverte à un régime d'État, mais je crois qu'un tel régime d'État doit exister pour les petites entreprises ou toute autre personne intéressée.

**M. Dantzer:** Je crois avoir fait le tour de toutes les questions.

**Le président:** Madame Killens.

**Mme Killens:** *Thank you*, monsieur le président.

A la page 5, vous demandez des mesures adéquates de protection contre l'inflation. L'indexation actuellement est basée sur l'indice des prix à la consommation. Avez-vous réfléchi à la possibilité de baser cette indexation sur le salaire moyen dans l'industrie?

**M. Barnes:** C'est une de ces choses que nous appelons un ajustement du niveau de vie qui constitue une notion de ce principe. Essentiellement, nous estimons que c'est la solution; cela doit être un ajustement du niveau de vie. Il pourrait être basé sur le salaire moyen dans l'industrie, mais il devrait éventuellement évoluer avec le revenu réel de l'ensemble de la population au lieu d'être maintenu à un niveau fixe pour le reste de la vie du retraité.

**M. F. Lancaster (secrétaire-trésorier, Association nationale des retraités fédéraux):** Je pense, madame Killens, que en ce qui a trait à l'autre suggestion qui consiste à utiliser l'indice des prix à la consommation, nous devrions réfléchir sérieuse-